

ANNEXE 1

PRINCIPES DE REMUNERATION

DES INTERVENANTS CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

Les principes généraux pour la rémunération des intervenants (épreuves écrites et d'admissibilité, épreuves d'admission)

- L'adoption d'une formule de calcul unique applicable par l'ensemble des Centres de Gestion pour la rémunération des intervenants
- L'application de coefficients minorateurs ou majorateurs (0.7, 0.8, 0.9, 1.1, 1.2, 1.3) pour tenir compte des pratiques locales
- Une rémunération unitaire/horaire pour toutes les prestations, avec application de montants minimums (ex : 10 copies, 1h00 pour les réunions). Pour les épreuves d'admission, toute heure commencée est due.
- Le maintien de la distinction entre les catégories A/B/C pour les corrections de copies et les épreuves orales, avec un objectif de revalorisation des rémunérations pour les interventions aux concours et examens professionnels des catégories B et C
- Une référence unique pour les réunions de remise de copies, les réunions pédagogiques et les réunions de jury, en référence au dernier échelon de rémunération de la catégorie A
- Aucune distinction entre épreuves obligatoires et facultatives de même nature (écrites, orales)
- Aucune distinction entre les épreuves pratiques, sportives et orales de même nature.

Les principes généraux applicables pour la rémunération des concepteurs et testeurs de sujets sont les suivants (épreuves écrites ou orales) :

- Une référence unique : l'heure pédagogique
- Une distinction en fonction de la nature de l'épreuve, et éventuellement, selon la catégorie du concours ou de l'examen professionnel
- Un nombre d'heure maximum défini selon la nature de l'épreuve (de deux à vingt heures) intégrant la conception du sujet et son corrigé avec la possibilité de minorer le tarif en fonction du contexte local et / ou de la qualité des travaux
- Pour les tests des sujets : une rémunération des intervenants sur la base de l'heure pédagogique

Le barème de rémunération selon les modalités de calcul suivantes :

1 - Rémunération pour les réunions, conception et tests des sujets - Heure pédagogique

Un montant de référence dit «heure pédagogique » est calculé selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Traitement annuel brut correspondant au dernier indice chiffré des grilles de la FPT}}{\text{Durée légale annuelle du temps de travail}}$$

Soit :

$$\frac{(\text{Indice Majoré maximum} \times \text{valeur du point} \times 12)}{\text{Nombre d'heures annuelles travaillées}}$$

Ce montant horaire est donc utilisé pour :

- toutes les réunions : remise de copies, réunions pédagogiques (ex : participation d'un expert à une réunion technique d'élaboration de sujets), réunions de jury, conférences des présidents, présences des membres du jury sur les épreuves écrites
- les conceptions de sujets et des corrigés (annexe 1)
- les tests des sujets et corrigés

2 - Rémunération des travaux de correction de copies

Un taux horaire équivalent à l'indice majoré moyen correspondant à la catégorie (A, B ou C) avec application de la formule suivante sur une base de 4 copies par heure :

$$\frac{(\text{IM moyen} \times \text{valeur du point d'indice} \times 12)}{4} / \text{Durée légale annuelle du temps de travail}$$

Les indices moyens de chaque catégorie sont calculés selon les formules suivantes :

$$\frac{(\text{indice brut le plus bas} + \text{indice brut le plus haut})}{2}$$

= indice brut moyen rapporté à l'indice majoré moyen

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, afin de tenir compte du contexte local et de la spécificité des épreuves des concours et examens professionnels qu'il organise, fixe un coefficient (majorateur ou minorateur) établi comme suit :

- catégorie A : coefficient 1
- catégorie B : coefficient 1
- catégorie C : coefficient 1

3 - Rémunération des épreuves d'admission

Un taux horaire équivalent à l'indice majoré le plus élevé correspondant à la catégorie (A, B ou C) avec application de la formule suivante :

$$\frac{(\text{IM le plus élevé} \times \text{valeur du point d'indice}) \times 12}{\text{Durée légale annuelle du temps de travail}}$$

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, afin de tenir compte du contexte local et de la spécificité des épreuves des concours et examens professionnels qu'il organise, fixe un coefficient (majorateur ou minorateur) établi comme suit :

- catégorie A : coefficient 1,3
- catégorie B : coefficient 1,3
- catégorie C : coefficient 1,3

4 - Rémunération des intervenants des épreuves pédagogiques de la filière artistique

Le barème s'appuie sur l'arrêté du 19 mars 2006 fixant le taux de l'indemnité spéciale allouée aux intervenants extérieurs nécessaires au déroulement des épreuves pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur ou directeur dans les conservatoires à rayonnement départemental ou les conservatoires à rayonnement régional ainsi qu'aux personnels spécialisés apportant leur concours au déroulement des épreuves de l'examen du diplôme d'Etat de professeur de musique en qualité d'accompagnateur.

Sont ainsi définis des taux d'indemnités, par ½ journée, allouées aux personnes majeures ou mineurs de plus de 16 ans en établissant une distinction entre les accompagnateurs et les différents sujets pédagogiques faisant office d'élèves (instrumentiste et chanteur, danseur, membres d'ensembles instrumentaux et choraux).

FILIERE ARTISTIQUE (pour la demi-journée)			
	Instrumentiste / chanteur	Danseur / comédien	Membre d'ensembles instrumentaux ou vocaux
Elèves	18,60 €	27,90 €	37,05 €
Accompagnateur (si imposé à l'organisateur par le texte)	Tarif unique : 81,71 €		
Intervenant ✓ Soliste ✓ Membre d'ensembles instrumentaux et vocaux	111.29 € 74.24€		

Ces montants seront revus à chaque modification réglementaire de l'arrêté du 19 mars 2006 ou du SMIC.

Pour les « élèves-sujets » de moins de 16 ans participant aux épreuves pédagogiques, une gratification est proposée sous forme de bons-cadeaux à hauteur de 15 € par élève et par demi-journée.

5 - Rémunération de la surveillance d'épreuves

L'arrêté du 29 juillet 1975 relatif à l'application de l'article 8 du décret n°68-912 du 15 octobre 1968 relatif au système général de rétribution des agents de l'État ou des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire soit une tâche d'enseignement, soit le fonctionnement de jurys d'examens ou de concours fixe, en son article 1er, le taux horaire des indemnités allouées au personnel non examinateur prévues par l'article 15 du décret du 12 juin 1956 qui ne peut excéder un taux unitaire fixé en dix millièmes du traitement brut afférent à l'indice net 450.

Les taux résultant de l'application des dispositions ci-dessus sont portés au niveau du salaire horaire minimum interprofessionnel de croissance si celui-ci leur est supérieur.